

« TENDANCES DE L'ORIENT »

# Limites états-uniennes et division de l'opposition syrienne

*par Pierre Khalaf*

PARTENAIRES | BEYROUTH (LIBAN) | 2 AVRIL 2013

ESPAÑOL



**Ambiance tendue lors de la rencontre entre Moaz al-Khatib (président démissionnaire de la Coalition) et cheikh Hamad Bin Jassim Bin Jabr Al-Thani (Premier ministre de Qatar).**

## Limites états-uniennes et division de l'opposition syrienne

**L**es développements des derniers jours ont prouvé que le plan états-unien qui consiste à mobiliser et à envoyer des terroristes en Syrie ainsi que des armes aux groupes rebelles a atteint ses limites maximales. La décision de la Ligue arabe d'armer les terroristes est une annonce avec effet rétroactif, qui vise à justifier des actions déjà entreprises. Ce n'est plus un secret que 3 500 tonnes d'armes, acheminées à bord de 130 avions, ont été envoyées ces trois derniers mois. Et malgré toutes les formes de soutien, les oppositions syriennes restent minées par les

divergences et traversées par des courants d'influence extérieurs. Une longue dépêche de l'Agence France-press fait la lumière sur cet aspect : *« Les dissensions au sein de l'opposition syrienne ont révélé au grand jour l'ampleur d'une lutte d'influence régionale menée, à coups d'argent, de propagande médiatique et d'armes, entre l'axe Qatar-Turquie et celui de l'Arabie saoudite, proche de la politique américaine. « Notre peuple refuse qu'on lui impose une quelconque tutelle. Les différends régionaux et internationaux ont compliqué la situation », a lancé le président démissionnaire de la Coalition de l'opposition syrienne, Ahmed Moaz Al-Khatib, dans un discours devant le sommet arabe à Doha.*

*Simultanément, quelque 70 personnalités de l'opposition ont dénoncé dans un message adressé au sommet arabe une politique d'"exclusion » suivie par un courant de la Coalition, en référence aux Frères musulmans, et une « hégémonie arabe et régionale scandaleuse » sur l'opposition, allusion au Qatar.*

*« Il y a une lutte d'influence entre deux axes principaux qui ne représentent pas toute l'opposition mais qui sont essentiels pour l'aide matérielle et militaire : l'axe Qatar/Turquie qui soutient le mouvement des Frères musulmans et l'axe saoudien, en harmonie avec les États-Unis », a expliqué Ziad Majed, professeur de sciences politiques à l'Université américaine de Paris. « Cela a un impact sur la composition interne de l'opposition politique et l'affiliation des différents groupes militaires », a-t-il ajouté.*

*Lors de la réunion de la Coalition la semaine dernière à Istanbul, les participants ont marqué leurs divisions entre partisans et adversaires d'un « gouvernement intérimaire » pour gérer les « zones libérées ».*

*Certains opposants ont dénoncé Ghassan Hitto, élu chef de ce gouvernement, comme « le candidat du Qatar », et d'autres ont suspendu leur appartenance au groupe.*

*Pour M. Majed, « l'axe saoudo-américain préférerait reporter la formation du gouvernement intérimaire, et l'axe Qatar/Turquie voulait le former rapidement et aurait ainsi poussé pour choisir Hitto ».*

*La rivalité entre les riches monarchies pétrolières du Golfe et la Turquie voisine, en quête d'un rôle de puissance régionale, se traduit également sur le plan militaire.*

*Après la réunion d'Istanbul, Ryad a laissé entendre qu'il était « mécontent du choix de Hitto, conduisant l'Armée syrienne libre (ASL) à rejeter ce choix », a indiqué à l'AFP un opposant qui a requis l'anonymat.*

*Des combattants rebelles à Daraya dans la province de Damas racontent à l'AFP que, faute d'armes et de munitions, ils étaient sur le point de perdre la ville, assiégée par les troupes du régime depuis plus de trois mois.*

*Mais, précise l'un d'eux, « lorsque M. Khatib a fait son offre de dialogue avec le régime, les armes ont afflué rapidement ». « Cela veut dire que les armes étaient stockées à la frontière.*

*Mais n'étant pas favorables à l'offre de Khatib, la Turquie et le Qatar ont libéré ces armes pour favoriser une escalade sur le terrain et mettre en doute le bien-fondé de cette offre », explique un autre combattant.*

*Selon un spécialiste arabe, les armes envoyées par le Qatar arrivent à des groupes proches des Frères musulmans via la Turquie.*

*En revanche, ajoute-t-il, les Saoudiens préfèrent financer et armer les conseils militaires dirigés par des dissidents de l'armée « de crainte d'un rôle croissant des islamistes radicaux », une approche appuyée par les États-Unis. Les livraisons saoudiennes arrivent désormais par la frontière jordanienne.*

*Quant aux combattants salafistes, dont ceux du Front Al-Nosra, ils sont financés par des ONG basées notamment au Koweït, aux Émirats arabes unis, selon le spécialiste arabe de la Syrie, qui ne veut pas être cité.*

*La rivalité régionale se joue aussi dans les médias, notamment les télévisions Al-Jazeera du Qatar et Al-Arabiya, une chaîne à capitaux saoudiens, en compétition pour offrir une tribune aux divers groupes de l'opposition » (AFP).*

## Liban : Une longue période de gestion des affaires courantes

Par Ghaleb Kandil

La démission du Premier ministre Najib Mikati est essentiellement

due aux positions des États-Unis et de l'Occident vis-à-vis des équilibres internes libanais et leur lien avec la nouvelle loi électorale. Il s'agit d'une réponse au 8-Mars et au Courant patriotique libre (CPL), qui ont torpillé la loi de 1960 en empêchant la formation de la Commission de supervision des élections législatives.

L'ambassadeur des États-Unis, Maura Connelly, avait donné le coup d'envoi de l'escalade il y a trois semaines, en insistant sur la nécessité de tenir les élections à la date prévue, indépendamment de la loi électorale.

Washington et l'Occident sont conscients que toute loi autre que celle de 1960 sera soumise à la détermination du patriarche maronite Béchara Raï et du général Michel Aoun à mettre un terme à l'injustice dont sont victimes les chrétiens en matière électorale depuis l'accord de Taëf. Les stratèges politiques occidentaux sont convaincus que le mode de scrutin proportionnel ou le projet électoral orthodoxe (chaque communauté élit ses propres députés) mettraient un terme à l'hégémonie de leurs alliés : le tiers des sièges sunnites reviendraient à des opposants au clan Hariri ; la représentation chrétienne irait essentiellement au CPL. Et si les blocs des Forces libanaises et des Kataëb vont augmenter, ce sera aux dépens des chrétiens élus sur les listes de Saad Hariri et de Walid Joumblatt.

Le recul de la présence de l'Occident au Parlement entraînera automatiquement une baisse de son influence dans le choix du futur président de la République, qui est élu, rappelons-le, par la Chambre des députés.

Tous ces dossiers se sont enchevêtrés avec la détermination du général Michel Aoun à rejeter tous les projets de prorogation du mandat du Parlement, qui expire en juin, de celui du président de la République, qui s'achève en mai 2014, ou des chefs militaires et sécuritaires.

Les consultations pour le choix d'un nouveau Premier ministre et les concertations pour la formation du prochain gouvernement sont liés à tous ces points politiques litigieux. Aussi, en dépit des contacts discrets effectués entre les différents pôles politiques pour tenter de dégager un scénario acceptable, la situation reste floue et l'avenir incertain. Des milieux politiques affirment que les Libanais

doivent s'habituer à l'idée d'une longue période de gestion des affaires courantes, tant il semble difficile pour les différents protagonistes de parvenir à un accord sur une nouvelle loi électorale qui est au cœur des enjeux. Et si les auxiliaires des États-Unis au Liban s'aventuraient à tenter une épreuve de force sur le terrain, il en résultera de nouveaux équilibres qui ne seront certainement pas en leur faveur.

## Déclarations et prises de positions

**Michel Sleiman**, président de la République libanaise

*« Nous sommes convenus avec le patriarche Raï que les élections doivent avoir lieu à la date prévue à n'importe quel prix. Le devoir du gouvernement est d'organiser les élections, de garantir la paix et la sécurité au Liban et de réduire les répercussions de la crise syrienne sur le pays. La plupart des Libanais ne veulent pas de la loi électorale de 1960, mais tous les Libanais veulent que les élections aient lieu. Ne pas organiser les élections est un grand péché et arriver à un vide politique est un péché mortel. Je ne signerai pas la prorogation du mandat du Parlement, et les partis politiques sont responsables de la situation actuelle. Ils doivent s'entendre sur une nouvelle loi électorale le plus tôt possible. »*

**Bachar al-Assad**, président de la République arabe syrienne

*« J'appelle les leaders du Brics à travailler ensemble pour arrêter immédiatement la violence en Syrie afin de garantir le succès de la solution politique. Cela nécessite une volonté internationale claire d'assécher les sources du terrorisme, l'arrêt de son financement et de son armement. Vous qui cherchez à apporter la paix, la sécurité et la justice dans le monde troublé d'aujourd'hui, mettez tous vos efforts pour faire cesser la souffrance du peuple syrien, causée par des sanctions économiques injustes, contraires aux lois internationales et qui affectent directement la vie et les besoins quotidiens de nos citoyens. Je vous exprime l'aspiration du peuple syrien à travailler avec les pays du Brics comme une force juste qui essaie d'apporter la paix, la sécurité et la coopération entre les pays, loin de l'hégémonie et de l'injustice imposée à nos peuples et*

*à nos nations depuis des décennies. Vous êtes un espoir pour les peuples opprimés qui souffrent des interventions extérieures contre les intérêts de ces peuples. »*

**Michel Aoun**, leader du Courant patriotique libre

*« Le projet de loi électorale du Rassemblement orthodoxe est le seul qui soit légitime. C'est notre seule chance d'assurer une représentation juste et équilibrée pour la communauté chrétienne. L'accord de Taëf prévoit une représentation équilibrée pour toutes les communautés. Le Liban est déjà passé par une situation similaire. Nous voulons une nouvelle loi électorale avant la formation d'un nouveau gouvernement, c'est notre priorité. Le président Mikati a fait de son mieux et il était très coopératif. On se reverra après les élections. Je ne participerais à une séance du dialogue que si les discussions portent sur les projets de loi électorale. »*

**Samir Geagea**, chef des Forces libanaises (14-Mars)

*« Un seul gouvernement peut sauver le Liban, un gouvernement formé de personnalités du 14-Mars et de centristes. Ainsi, nous pourrions adopter une nouvelle loi électorale au Parlement. Le Hezbollah a tenté sa chance en essayant de gouverner, et nous étions alors des opposants. Qu'il fasse de même aujourd'hui. La proposition de former un gouvernement d'union nationale du 14 et du 8-Mars n'est pas possible. Si les ministres du 8-Mars n'ont pas pu se mettre d'accord avec des indépendants sur la prorogation du mandat de Rifi, qu'en serait-il pour un gouvernement forme du 8 et du 14-Mars ? »*

**Serguei Lavrov**, ministre russe des Affaires étrangères

*« Nous avons accueilli avec de profonds regrets les résultats du sommet de la Ligue arabe dans la capitale du Qatar. Les décisions adoptées à Doha signifient que la Ligue a renoncé au règlement pacifique, alors que la reconnaissance de la coalition nationale de l'opposition syrienne en tant qu'unique représentant légitime du peuple syrien réduit à néant tous les efforts de règlement, y compris par la Ligue arabe. Le médiateur de l'Onu et de la Ligue pour la Syrie, Lakhdar Brahimi, ne pourra plus poursuivre sa mission. Il n'y aura plus aucune négociation possible entre le*

*pouvoir et l'opposition en Syrie, je ne vois vraiment pas comment M. Brahimi va pouvoir exercer son mandat de médiateur. »*

**Adnane Mansour**, ministre libanais des Affaires étrangères

*« La décision de confier à l'opposition syrienne le siège de Damas à la Ligue arabe est un précédent grave au niveau de l'action arabe. L'article 8 de la Charte de la Ligue prévoit le respect du régime en place dans les pays membres. Le fait de nommer une tierce partie à la place de la Syrie à l'Onu ne mettra pas fin non plus au cycle de violence. La seule distanciation que le Liban souhaite, c'est celle des répercussions de la crise syrienne. »*

**François Hollande**, président français

*« La France ne livrera pas d'armes aux rebelles syriens tant qu'elle n'aura pas la certitude d'un contrôle total de la situation par l'opposition syrienne. Il ne peut pas y avoir de livraison d'armes à la fin de l'embargo, c'est en mai, s'il n'y a pas la certitude que ces armes seront utilisées par des opposants légitimes et coupés de toute emprise terroriste. Pour l'instant, nous ne l'avons pas, cette certitude, nous ne le ferons pas tant qu'il n'y a pas la certitude qu'il y a un contrôle total par l'opposition de la situation. Aujourd'hui, il y a un embargo, nous le respectons. Il y a eu près de 100 000 morts en Syrie, 100 000, avec une guerre civile qui se radicalise et des jihadistes qui se saisissent de cette opportunité pour porter des coups à Assad et en même temps prendre des marques pour la suite. »*

## Événements

- Un rapport du ministère de l'Intérieur de Grande-Bretagne indique que des centaines de musulmans, munis de passeports britanniques, français et d'autres pays de l'Union européenne, participent aux hostilités en Syrie dans les rangs des groupes radicaux, et peuvent revenir, en Europe,. Selon le document, les extrémistes radicaux sont capables de perpétrer des attaques terroristes et des actes de sabotage. "Il serait bête de croire que les islamistes radicaux décideront, un jour, que les Européens sont

leurs amis, affirme le politologue russe Serguei Demidenko. L'Occident sera toujours leur cible éventuelle. "Cette menace est grande. Pour le moment, l'attention des extrémistes est tournée vers l'axe syrien. C'est l'avant-scène du jihad. Mais ces gens reviendront, ayant reçu une expérience de combats, d'attaques terroristes, ils auront de l'argent. Différentes sources donnent différents chiffres - de 3 à 10 000 mercenaires. Tous sont d'accord qu'ils font partie du Front al-Nosra, lié à Al-Qaïda.

- Une délégation des partis nationaux et islamiques, conduite par le responsable des relations internationales au Hezbollah, Ammar Moussaoui, s'est rendue en Chine à l'invitation de l'Association chinoise de l'entente internationale. Les membres de la délégation ont rencontré des responsables du Parti communiste chinois et des personnalités parlementaires.

- La Turquie a expulsé des centaines de Syriens à la suite de heurts avec la police militaire, a dit un responsable turc. « *Ces personnes étaient impliquées dans les violences d'hier. Elles ont été vues par les caméras de surveillance dans le camp* », a dit jeudi ce responsable. « *De 600 à 700 personnes ont été expulsées. Les forces de sécurité continuent d'examiner les images vidéo et si elles découvrent d'autres personnes, elles seront expulsées* », a-t-il ajouté.

## Revue de presse

**As-Safir** (Quotidien libanais proche de la majorité, 29 mars 2013)  
Le dialogue entre le président de la chambre, Nabih Berry, et le chef du Courant patriotique libre (CPL), Michel Aoun, est bloqué en raison de divergences relatives à la convocation d'une séance plénière au Parlement en vue de la discussion de la loi électorale et de la prorogation du mandat des chefs sécuritaires. Le Hezbollah n'a pas perdu espoir. Dans une ultime tentative, le parti a dépêché à Aïn el-Tiné l'adjoint politique du secrétaire général du Hezbollah, Hajj Hussein Khalil, qui s'est entretenu avec le chef du Législatif en présence du ministre Ali Hassan Khalil. Des informations ont fait

état d'une éventuelle entrée en scène du chef du Courant des Marada, le député Sleiman Frangié, en vue d'une médiation entre les deux « *alliés contraints* ».

Les concertations des dernières heures montrent que l'ancien chef du gouvernement, Saad Hariri, n'a pas encore tranché la question de sa candidature à la succession de Najib Mikati, bien que l'Arabie saoudite ne soit pas enthousiaste à l'idée, tandis que le Qatar, la Turquie et la Grande-Bretagne, ainsi que d'autres capitales, appuieraient la reconduction du Premier ministre sortant. La position de ces États a suscité les réserves du Courant du futur qui estime que s'il fallait procéder par élimination, il faudrait commencer par biffer le nom de Mikati de la liste de Premiers ministres potentiels, car « *l'homme est indésirable* ». Les milieux du Courant du futur ajoutent que M. Hariri reste le plus grand électeur au sein du 14-Mars, aussi, ses alliés ne devraient-ils pas s'exprimer sur la question de la succession de M. Mikati avant qu'il n'ait lui-même dit son avis.

À ce stade, le député Walid Joumblatt se trouve dans l'embarras après qu'il eut fourni des garanties au président Nabih Berry et au Hezbollah. Le chef du Parti socialiste progressiste se pose aujourd'hui les questions suivantes : Comment vais-je agir si Saad Hariri se porte candidat ? Vais-je le décevoir une nouvelle fois ? Quel est le prix que je devrais payer ? Quelle serait mon attitude s'il propose un autre candidat ? Comment vais-je agir avec Najib Mikati à qui j'ai promis de rester à ses côtés ? Pourrais-je décevoir le Hezbollah et Nabih Berry dans les consultations pour le choix du Premier ministre ?

**An-Nahar** (Quotidien libanais proche du 14-Mars)

Sabine Oueiss (25 mars 2013)

La crise syrienne va s'aggraver et les pressions contre le Hezbollah vont s'intensifier. Ce qui aurait privé le gouvernement libanais de la reconnaissance internationale du gouvernement du Hezbollah, sous prétexte qu'une distinction était possible entre le cabinet et son président. De même que le postulat selon lequel le gouvernement est la garantie de la stabilité du Liban devient caduque, d'autant que le Liban est dans l'œil du cyclone syrien et les mises en garde au sujet de la nécessité de le tenir à l'écart de

cette crise sont désormais inefficaces. Dans le même temps, le compte à rebours des délais constitutionnels a commencé, et avec lui l'approche du vide législatif à partir de juin et le vide à la tête de l'une des plus importantes institutions sécuritaires : les services de renseignements des Forces de sécurité intérieure (FSI).

Devant ce tableau caractérisé par de fortes pressions, la démission de Najib Mikati constitue une porte de sortie pour tous, y compris pour le Hezbollah. Un gouvernement d'expédition des affaires courantes, où le ministre est le seul maître à bord de son ministère, est préférable à un cabinet qui est devenu un fardeau pour le parti, surtout qu'il a perdu toute productivité et est devenu l'otage des engagements extérieurs du Premier ministre.

Le gouvernement démissionnaire exempte son chef de la responsabilité du vide à la tête des FSI, où la décision reviendra au ministre de l'Intérieur.

Des sources gouvernementales apportent une lecture à la période post-démission. Selon elle, la démission est intervenue à point nommé après que ce gouvernement eut atteint la limite de ce qu'il pouvait faire et que la nécessité d'un changement soit devenue plus pressante. Le jeu et la donne ont changé et les slogans d'hier ne sont plus valables aujourd'hui.

Ces mêmes sources dessinent le scénario suivant : dans une première étape, Najib Mikati est reconduit au poste de Premier ministre à l'issue des consultations parlementaires. Et il n'est pas étonnant que certaines factions du 14-Mars le nomment également. Ensuite, le président Nabih Berry convoque une séance parlementaire pour examiner les projets de loi électorale. À l'ordre du jour le projet orthodoxe et d'autres propositions. Le principal obstacle est que l'examen du projet orthodoxe est inévitable, ce qui signifie que la prorogation du mandat du Parlement reste confrontée à des écueils. Mais elle aura finalement lieu... pour éviter le vide législatif. Ainsi, le gouvernement a sauté pour être remplacé par la prorogation.

Les consultations pour la formation du gouvernement prendront du temps et passeront par des secousses, au rythme des développements au Liban et en Syrie.

**Al-Akhbar** (Quotidien libanais proche de la majorité, 29 mars

2013)

Le Collectif international pour la libération de Georges Ibrahim Abdallah entamera mardi- jour qui coïncide avec l'anniversaire du détenu libanais- la deuxième semaine des sit-in devant l'ambassade de France à Beyrouth. En dépit du caractère pacifique de ces rassemblements, l'ambassadeur de France, Patrice Paoli a fait passer à certains journalistes un message laissant entendre que la France a conseillé aux responsables libanais de mettre fin aux manifestations afin de faciliter la libération d'Abdallah. Une source diplomatique libanaise a affirmé que le ministère libanais des Affaires étrangères n'a reçu aucun message de ce genre. Le 4 avril, date de la tenue de la séance de la cour de cassation, sera un jour décisif. Car la décision qui en émanera déterminera le sort de la séance du Tribunal d'application des peines qui se tiendra le 11 du même mois. Durant la période s'écoulant entre les deux dates, une escalade aura lieu dans la mobilisation politique et populaire et des sit-in massifs seront observés aux alentours de l'Ambassade de France à Beyrouth.

#### **Al-Akhbar (29 mars 2013)**

Firas el-Choufi

Le débat en cours depuis la démission du gouvernement de Najib Mikati porte sur trois formules gouvernementales liées étroitement au dossier syrien et qui se présentent comme suit : un gouvernement de pôles réunissant toutes les forces politiques. Il serait présidé par Najib Mikati et composé de personnalités éminentes telles que Walid Joumblatt, Amine Gemayel et Saad Hariri ainsi que de certains technocrates, comme Adnane Kassar et Joseph Torbey. Selon des sources diplomatiques occidentales à Beyrouth, la France et la Grande-Bretagne privilégient cette formule ; un gouvernement neutre qui servirait à faire passer le temps et serait présidé par Adnane Kassar ou Mohammad Safadi. Les chances de voir naître un tel gouvernement sont minces, compte tenu du refus catégorique opposé par le Hezbollah à cette formule. la troisième formule, selon la source précitée, serait la mise en place d'un gouvernement qui réunirait le 14-Mars et le 8-Mars et serait présidé par une personnalité ne faisant pas partie des alignements politiques. Cette formule serait acceptée dans une

grande mesure par les États-Unis.

**Al-Akhbar** (29 mars 2013)

Hassan Olleik

« *Nous sommes encore au début du processus* ». C'est par ces mots que M. Walid Joublatt commente la question gouvernementale, tout en exprimant sa certitude que le Hezbollah n'exercera pas sur lui des pressions à l'instar de celles qu'il avait déployées pour le convaincre de nommer un candidat autre que Saad Hariri, en 2011. « *Ils [les dirigeants du Hezbollah] doivent comprendre que les circonstances aujourd'hui sont différentes de celles qui prévalaient en 2011, dit-il. Nous sommes au cœur de la crise syrienne après la chute de la politique de distanciation à cause de la décision du Hezbollah d'exécuter les ordres iraniens de défendre le régime syrien, des groupes armés qui vont du Liban en Syrie pour combattre le régime de Eرسال et d'ailleurs, ainsi que des groupes de l'Armée syrienne libre qui s'infiltrèrent du Liban* ».

Que faire alors ? « *Reprendre le dialogue* », martèle M. Joublatt avant de poursuivre : « *Il faut s'éloigner du discours absurde du Courant du futur contre le dialogue, qui a à son actif une importante réalisation lorsqu'elle a posé la question de savoir comment profiter des armes de la Résistance pour faire face à l'ennemi israélien. Nous devons aujourd'hui sortir ces armes de Syrie* ».

Sur le plan gouvernemental, M. Joublatt refuse de donner le nom d'un homme politique pour présider le prochain gouvernement. Il souligne que le candidat doit être nommé d'une manière consensuelle. Le Hezbollah devrait-il avoir des représentants au prochain gouvernement ? « *Personne ne doit être exclu et il n'y a pas de différence entre une représentation directe et indirecte* », dit-il. S'il refuse de donner un nom politique pour succéder à Najib Mikati, il affirme que Adnane Kassar serait un bon candidat pour présider un gouvernement de technocrates. Il dément par ailleurs avoir proposé de reconduire Najib Mikati à la tête d'un gouvernement de trois tiers (10 ministres centristes, 10 pour le 8-Mars et 10 pour le 14-Mars).

Autre constante joublattiste, son refus que les portefeuilles de l'Énergie et des Télécommunications soient une nouvelle fois

attribués au Courant patriotique libre. « *Il y a de nombreuses autres compétences, comme par exemple le ministre de l'Économie dans le cabinet sortant, Nicolas Nahas* », dit-il.

**Al-Joumhouria** (Quotidien libanais proche du 14-Mars)

(27 mars 2013)

Des sources militaires ont rapporté que le plan de l'armée visant à contrôler la situation sur le terrain à Tripoli est toujours en vigueur, mais un possible embrasement de la situation n'est pas exclu. Ces sources font état d'un plan bien étudié par les miliciens, notamment les salafistes et les partisans de l'Armée syrienne libre, pour transformer la ville en centre d'opération sécuritaire et logistique.

Les mêmes sources ajoutant qu'Al-Qaïda, en coopération avec les salafistes, veut faire de Tripoli un sanctuaire. Aussi, l'organisation s'emploie-t-elle à acheminer des militants en provenance de Syrie, du Mali, d'Irak, du Soudan et de Jordanie. Pour garantir le succès de son plan, l'émir d'Al-Qaïda au Liban, Houssam Sabbagh, s'efforce de faire subir un lavage de cerveau aux cheikhs sunnites de la ville, et les pousse à proclamer un émirat islamique à Tripoli avec l'approche de l'effondrement du régime syrien. Cette option avait déjà été envisagée par le groupe de Mohammad Zein al-Abidine Ben Nayef Ben Srour, arrivé au Liban à la veille de la guerre de Nahr al-Bared, en 2007.

Les sources militaires ajoutent : « *Les groupes affiliés à Srour sont présents aujourd'hui dans les ruelles de Tripoli. Ils comprennent des Libyens, des Algériens, des Syriens, des Koweïtiens et des Palestiniens. Ils coordonnent leur action directement avec Houssam Sabbagh et le Koweïtien Yaacoub Choummari. Leur but est de créer un Conseil religieux salafiste assez large, qui attirerait d'autres groupes salafistes afin d'unifier le fusil salafiste et mettre les détails du plan de proclamation d'un émirat islamique au Liban-Nord. En plus du conseil religieux, ces groupes veulent former un conseil de guerre, qui serait l'unique autorité de référence à tous les salafistes du Liban.* »

Les services de sécurité libanais sont au courant de ces plans en gestation et savent que ces idées sont fortement ancrées dans l'esprit des salafistes et de leurs partisans. « *Ils attendent que*

*l'image s'éclaircisse en Syrie pour pouvoir contrôler Tripoli et y procéder à une épuration de tous les courants opposés à la pensée salafiste* », ajoutent les sources militaires.

**Al-Hayat** (Quotidien à capitaux saoudiens-29 mars 2013)

Randa Takieddine, Paris

Face à l'insistance US, la position de la France adhère désormais au principe selon lequel l'aile militaire du Hezbollah est « *terroriste* » et devrait être inscrite sur la liste européenne des organisations terroristes. Une source française informée de la situation au Proche-Orient a révélé que le changement de la position française est motivé par les crimes perpétrés sur le sol européen en Bulgarie et par la participation du parti aux combats aux côtés du régime en Syrie.

Cette question, poursuit la source précitée, a été abordée durant un petit déjeuner qui a réuni le secrétaire d'État américain, John Kerry, et son homologue français, Laurent Fabius, sur le chemin du retour du responsable états-unien de sa tournée au Proche-Orient. Fabius aurait fait part à son hôte de la disposition de la France à approuver l'inscription de l'aile militaire du Hezbollah sur la liste européenne des organisations terroristes, s'alignant ainsi sur la position britannique.

La source rappelle dans ce cadre l'entente qui existait au départ au sein de l'UE pour inscrire les éléments du Hezbollah accusés par la justice bulgare d'être impliqués dans l'attentat de Burgas sur une liste nominative de terroristes. Mais la position de la France a évolué en raison de la participation du Hezbollah aux combats aux côtés du régime à Damas sur le territoire syrien. La même source estime que cette décision aura une influence symbolique plutôt que réelle, compte tenu du fait que l'UE ne classera pas l'aile politique du Hezbollah sur la liste européenne des organisations terroristes. La source a indiqué que Kerry a insisté, sur un ton ferme, sur la nécessité de traquer les canaux de financement et de blanchiment d'argent qui opèrent pour l'intérêt du Hezbollah.

**L'Orient-Le Jour** (Quotidien francophone libanais proche du 14-Mars)

Scarlett Haddad (29 mars 2013)

Des divergences au sein de la scène islamique commencent à

apparaître au grand jour et se reflètent sur la scène libanaise dans les options divergentes entre les différents groupes, au Nord, mais aussi à Saïda et à Aïn el-Héloué. La situation se complique chaque jour un peu plus, se traduisant par la multiplication des incidents le long des frontières avec la Syrie et une tension grandissante, à Tripoli notamment. D'ailleurs, selon un diplomate des pays des Brics, il serait erroné de mettre tous les islamistes et tous les opposants au régime syrien dans le même sac. Il révèle ainsi la teneur d'un rapport rapportant des rencontres entre un émir saoudien qui a longtemps occupé des postes importants au sein de l'appareil exécutif du royaume et, d'une part, le chef d'un des services de sécurité allemands (le BND) et, d'autre part, le ministre allemand de la Défense, en marge du congrès international pour la sécurité qui s'est tenu en février à Munich. L'objectif principal de l'émir saoudien était de convaincre les responsables allemands de lever leur opposition à l'armement de l'opposition syrienne et à toute intervention militaire en Syrie. L'émir, qui a longtemps occupé des fonctions diplomatiques et sécuritaires, aurait donc exposé sa vision de la situation en Syrie, insistant, d'une part, sur la nécessité d'en finir avec le régime dictatorial, même si pour cela il faut agir directement auprès de l'opposition, et, d'autre part, sur l'importance d'aider les parties qui sont actives sur le terrain, en particulier les groupes islamistes. L'émir aurait donc soulevé les points suivants devant ses interlocuteurs allemands. D'abord, selon lui, la coalition de Doha présidée par Moaz al-Khatib n'aurait pas une grande influence sur le terrain. Il s'agirait en réalité d'une formation provisoire qui n'a pas d'assise populaire et qui aurait été créée pour servir de paravent diplomatique sans avoir de pouvoir réel sur les développements sur le terrain. Ensuite, l'émir aurait précisé que le groupe qui va jouer un rôle déterminant pendant la période transitoire en Syrie, après la chute de Bachar el-Assad, doit avoir une influence directe sur le terrain et donc être forcément lié aux groupes salafistes qui ont montré au cours des derniers mois qu'ils sont les plus efficaces dans la bataille contre le régime. C'est à ce stade du développement que l'émir aurait dévoilé le fond de sa pensée, précisant que les Frères musulmans ont peut-être le vent en poupe auprès des instances internationales, mais que, sur le terrain, les groupes les plus actifs et les plus performants sont

les salafistes. Il aurait aussi reconnu l'existence d'une certaine méfiance entre le royaume wahhabite et les Frères musulmans qui seraient en train de confisquer en quelque sorte le pouvoir dans les pays arabes qui ont connu récemment des mouvements de révolte, en Égypte, en Tunisie, au Maroc et maintenant en Syrie. À ce sujet, le responsable saoudien aurait fait état de la crainte du royaume de l'établissement d'une stratégie commune entre les gouvernements des Frères musulmans dans le monde arabe et l'Iran. Il aurait précisé à cet égard qu'entre la mouvance des Frères et la République islamique, il existe beaucoup de points d'accord et un seul point de divergence, le dossier syrien. Une fois celui-ci réglé, ils pourraient s'entendre sur une stratégie commune dans la région, qui passerait par la destruction des monarchies du Golfe et des pays arabes en général. Cette alliance pourrait aussi être dirigée contre les pays occidentaux, sans parler d'Israël, selon les souhaits de l'Iran, qui en serait en quelque sorte le moteur. Le responsable saoudien aurait ensuite développé les relations actuelles entre le nouveau régime égyptien et les pays du Golfe, insistant sur la tiédeur qui marque leurs relations. Il aurait aussi fait état d'un récent rapport diplomatique américain sur l'Égypte qui critique le pouvoir actuel et fait en contrepartie l'éloge des groupes salafistes de l'opposition. De même, l'émir saoudien aurait évoqué avec ses interlocuteurs allemands la récente visite du Premier ministre égyptien Hicham Kandil en Irak et le soutien du gouvernement de Nouri al-Maliki au régime des Frères en Égypte. Cet appui s'est d'ailleurs traduit par la décision de l'Irak de placer la somme de 4 milliards de dollars en dépôt dans la Banque centrale égyptienne, dans une riposte indirecte à la menace du Qatar de cesser ses aides financières à l'Égypte. D'ailleurs, le discours vibrant du président égyptien au sommet du Qatar semble confirmer cette tendance, Mohammad Morsi ayant sommé les pays arabes de ne pas intervenir dans les affaires égyptiennes... Pour l'émir saoudien, cela confirmerait l'existence d'une collusion entre les Frères musulmans et l'Iran.

**Al-Watan** (Quotidien syrien, 28 mars 2013)

Les propos du chef de la Coalition nationale syrienne devant le sommet arabe de Doha montrent que l'homme est soit stupide...

soit stupide. Ahmad Moaz Al-Khatib et d'autres devraient comprendre que si l'Otan ou les forces américaines ou n'importe qui d'autre étaient capables de lancer une agression contre la Syrie, ils l'auraient fait depuis longtemps. Ils n'attendent pas une demande ou une supplication de la part de la dite coalition. Al-Khatib ne devrait pas être surpris par la réponse de l'Otan ou de Washington à sa demande, devant la Ligue arabe, d'étendre au Nord de la Syrie le bouclier des missiles *Patriot*. La surprise qu'il a exprimé hier montre que c'est l'homme le plus stupide de la terre et c'est ce que nous ne pouvons accepter pour n'importe quel syrien qui doit connaître le b.a-ba de la politique depuis sa plus tendre enfance, comme tous les autres syriens, résidents et expatriés.

Les cheikhs de l'émirat du Qatar peuvent bien acheter à Al-Khatib le siège de la Syrie à la Ligue arabe, mais ils ne pourront certainement pas acheter le siège de la Syrie à l'Organisation des Nations unies, qui est régie par des lois et des règles qui ne peuvent être violées, comme cela s'est produit dans la Ligue des pseudo-arabes. Il existe des États, nombreux, qui refusent de se laisser vendre ou acheter.

**Yediot Aharonot** (Quotidien israélien, 29 mars 2013)

Selon l'ancien chef du Mossad, Shabtaï Shavit (1989-1996), le Qatar a joué « *un rôle historique en faveur d'Israël plus important que celui de la Grande-Bretagne* ». Évoquant le rôle de Doha dans l'application des politiques des États-Unis et d'Israël au Moyen-Orient, Shavit a ajouté que les services rendus par le Qatar à Tel-Aviv sont « *plus décisifs que les services rendus à Israël pendant de longues années par d'autres pays* ».

Selon l'ancien chef du Mossad, le cheikh Hamad Ben Khalifa Al Thani, l'émir du Qatar, s'était toujours rangé aux côtés des États-Unis et d'Israël dans les dossiers régionaux. « *La politique étrangère du Qatar est comme le levier arabe des politiques de Tel-Aviv et de Washington* », a souligné Shavit.

**Ria Novosti** (Agence de presse russe, 29 mars 2013)

L'intention des États-Unis de poursuivre le financement d'organisations non gouvernementales en Russie via des intermédiaires résidant à l'étranger constitue une « *ingérence*

*flagrante* » dans les affaires intérieures du pays, a indiqué samedi le porte-parole de la diplomatie russe Alexandre Loukachevitch. « *Nous considérons la déclaration de la porte-parole du département d'État américain Victoria Nuland selon laquelle les États-Unis continueront à financer certaines ONG en Russie via des intermédiaires se trouvant dans des pays tiers comme une ingérence flagrante dans nos affaires intérieures* », lit-on dans le communiqué de M. Loukachevitch mis en ligne sur le site du ministère russe des Affaires étrangères. Selon le diplomate, il s'agit « *d'inciter des structures non gouvernementales et sociales bien connues à violer les normes législatives réglementant l'activité des ONG sur le territoire de la Fédération de Russie* ».

Le Parquet de Russie effectue depuis quelques jours des inspections au siège d'organisations non gouvernementales. Selon l'association de défense des droits de l'Homme Agora, ces inspections visent plus de 80 ONG de 22 régions du pays.

Le ministère russe de la Justice a fait savoir lundi que les vérifications avaient pour but d'établir si les activités des ONG sont conformes à leurs statuts et à la législation russe.

À cette occasion, la porte-parole de la diplomatie américaine Viktoria Nuland a fait savoir que les États-Unis continueraient à financer des ONG russes par l'intermédiaire de « *plateformes situées à l'extérieur de la Russie* ».

#### **Ria Novosti (28 mars 2013)**

La récente décision de la Ligue arabe de permettre à ses pays membres d'armer l'opposition syrienne ne fera qu'aggraver la situation en Syrie, estiment les experts russes interrogés par RIA Novosti.

Cette décision de la Ligue arabe permettra de « *poursuivre la guerre en Syrie, provoquant une dégradation économique, culturelle et politique de ce pays* », a estimé Sergueï Demidenko, expert de l'Institut russe d'études et analyses stratégiques. L'Arabie saoudite et le Qatar, qui souhaitent « *détruire le dernier régime laïc du monde arabe qui leur soit opposé* » sont derrière cette décision de la Ligue arabe, selon M. Demidenko. « *Ils [l'Arabie saoudite et le Qatar-ndlr.] utilisent tous les moyens pour atteindre cet objectif. Le moyen le plus efficace est d'encourager*

l'aggravation du conflit armé en Syrie. À présent, ils financent et arment l'opposition syrienne pour plonger la Syrie et le président Bachar el-Assad dans le chaos », a ajouté l'expert.

Selon Evgueni Satanovski, président de l'Institut russe du Proche-Orient et d'Israël, la décision de la Ligue arabe légitime de fait le soutien accordé aux rebelles syriens du point de vue du droit international. « *Le Qatar et l'Arabie saoudite organisent l'afflux [de mercenaires et de jihadistes en Syrie]. Ils doivent légitimer leurs actions pour ne pas passer pour des occupants et agresseurs. C'est ce qu'ils font* », a-t-il conclu.

**Reuters** (Agence de presse britannique, 29 mars 2013)

L'Arabie saoudite envisage de demander aux utilisateurs de *Twitter* de fournir nécessairement leurs données personnelles afin de pouvoir contrôler leurs messages et empêcher la mise en ligne de certains d'entre eux, a annoncé samedi l'agence Reuters, citant le quotidien saoudien *Arab New Daily*. Plus tôt cette semaine, les autorités du pays ont menacé de bloquer les messageries en ligne et les services de téléphonie internet tels que *Skype*, *Viber* et *WhatsApp* si leurs propriétaires refusaient de fournir les instruments nécessaires pour contrôler le contenu des utilisateurs.

L'*Arab News Daily*, qui appartient au prince héritier Salman bin Abdel-Aziz, ne précise pas de quelle manière les autorités limiteront l'accès des utilisateurs au réseau de microblogs.

Très populaire en Arabie saoudite *Twitter* constitue une plateforme de discussions portant sur les thèmes les plus variés allant de la religion jusqu'à la politique. Or, selon le gouvernement, certains utilisateurs font courir des bruits et de fausses informations sur la situation dans le royaume et les méthodes utilisées par la police pour la maîtriser.

Deux défenseurs des droits de l'Homme saoudiens ont récemment été condamnés à des peines de prison sévères pour avoir utilisé *Twitter* en vue de critiquer le gouvernement.

**AFP** (Agence de presse française, 30 mars 2013)

Plus de quinze mille personnes, selon la police, ont participé samedi à une marche festive clôturant à Tunis le 12e Forum social mondial (FSM), rassemblement annuel d'altermondialistes, placé sous le signe de la Palestine et du printemps arabe, selon une

journaliste de l'AFP.

« *Terre, liberté, dignité* », « *Libérez Gaza* », « *Non à l'occupation* », ont scandé les manifestants dans une marche dédiée à la « Journée de la terre » qui commémore chaque 30 mars la mort, en 1976, de six Arabes–israéliens lors de manifestations contre la confiscation de leurs terrains par Israël. « *Nous marchons pour faire respecter les droits des Palestiniens à la libre circulation, par terre et mer, contre le blocus imposé à la bande de Gaza* », a dit David Heap de l'ONG GazaArk. « *Je crie haut et fort liberté et justice pour les Palestiniens* » a renchéri Daniela Nicholo, une militante italienne, agitant une écharpe aux couleurs palestiniennes.

Drapeaux de tout pays et keffieh, la foule s'est rassemblée place du 14 janvier, sur l'avenue Habib Bourguiba, épicerie de la révolution tunisienne de 2011, pour défiler sur quatre kilomètres jusqu'à l'« Ambassade de Palestine ».

Canadiens, Français, Américains marchaient à côté de responsables gardés du Hezbollah libanais, d'opposants tchadiens, de Syriens manifestant « *pour la révolution syrienne et la résistance en Palestine* ». « *Nous avons tenu à participer au Forum social mondial qui s'est concentré sur une question fondamentale, en l'occurrence la cause palestinienne* », a dit Ali Fayadh, député et chef de la délégation du Hezbollah chiite

Portraits de dirigeants palestiniens assassinés, étendards noirs des salafistes tunisiens ou rouges de l'extrême gauche, les manifestants ont crié leur hostilité à la normalisation des relations entre Israël et les États arabes, revendication émanant également d'une « *assemblée générale commune de Palestine* » au FSM.

Les femmes ont aussi manifesté pour l'égalité et contre le retour de régimes autoritaires avec l'arrivée au pouvoir des islamistes après la chute des dictatures dans la foulée du Printemps arabe.

Un syndicat étudiant de gauche a indiqué qu'il « *boycottait* » le forum en raison de la présence de participants venus d'Israël et des Syriens pro–Assad se sont opposés à des partisans de la rébellion. Mais aucun incident majeur n'a été enregistré durant l'édition qui a rassemblé pendant cinq jours quelque 30 000 personnes autour de 1 000 ateliers sur une multitude de thèmes.

Les processus révolutionnaires, guerres civiles, migration, marginalisation, condition des femmes et islam politique étaient

néanmoins au centre des débats du FSM qui se veut le pendant du Forum de Davos, la réunion annuelle du gratin économique et politique mondial.

Les Tunisiens ont rappelé qu'ils étaient eux aussi confrontés à de graves difficultés sociales et économiques et à l'émergence de l'extrémisme, portant des portraits de Chokri Belaïd dont l'assassinat, le 6 février, a provoqué des violences et plongé la Tunisie dans une crise.

*Pierre Khalaf*

Source

[New Orient News \(Liban\)](#)

---

Source : « Limites états-uniennes et division de l'opposition syrienne », par Pierre Khalaf, New Orient News (Liban), *Réseau Voltaire*, 2 avril 2013, [www.voltairenet.org/article178034.html](http://www.voltairenet.org/article178034.html)